



**Picardie**

## **DECLARATION PREALABLE du SGEN-CFDT Comité technique paritaire académique Janvier 2010**

La rentrée 2010 se prépare dans un contexte social et professionnel morose, et avec une perte de confiance des acteurs de l'École dans leur employeur.

La région Picardie paye un lourd tribut à la crise économique avec des fermetures d'entreprises et des licenciements qui affectent une région déjà socio-économiquement défavorisée. Pourtant le ministère continue à « réajuster » les moyens entre académies en prélevant des postes en Picardie dans l'enseignement public au titre du rééquilibrage. La politique de ce gouvernement n'est pas de compenser les inégalités pour améliorer le sort des élèves les plus en difficulté, mais de sélectionner les meilleurs pour leur permettre via des dispositifs divers, d'intégrer les filières d'élite : chacun doit se débrouiller pour sortir du rang s'il veut réussir, on laisse les autres sans moyens suffisants pour améliorer leurs résultats.

Les évaluations dans les classes de CM2 auront lieu dans quelques jours. Les évaluations 2009 ont été vivement critiquées par la profession et par des parlementaires. Ces évaluations sont typiques des confusions entretenues entre « bilans » et « diagnostics ». Si les 2 types sont nécessaires, ils doivent être distincts. La façon dont les résultats sont diffusés peut poser problème. Le SGEN-CFDT comme d'autres organisations syndicales, rappelle qu'il refuse toute publication des résultats école par école qui introduirait une logique de concurrence inacceptable.

La rentrée 2010 verra dans les classes de jeunes étudiants inexpérimentés, enseignants stagiaires en situation, confrontés à des élèves en grande difficulté scolaire et sociale. Puisque les stages de pratique et même d'observation sont facultatifs, ces enseignants aborderont leur métier sans filet. Cette situation, qui existait ponctuellement sous la forme du recrutement des listes complémentaires, (parce que le nombre de postes aux concours était insuffisant pour assurer les besoins), est donc généralisée.

Cette réforme de la formation professionnelle des enseignants a permis au gouvernement de faire des économies importantes en terme de postes, qu'il redistribue en partie sous forme de décharges pour les directeurs d'école. Mais le nombre d'élèves par professeur continue de progresser, ce qui confirme le ressenti des personnels, de dégradation de leurs conditions de travail.

Les choix qui ont été faits, censés améliorer la formation des enseignants, sont tous plus négatifs les uns que les autres :

- les maquettes de concours omettent la dimension pédagogique du métier,
- les stages seront facultatifs et donc inutiles pour l'obtention du concours,
- la place du concours en M2 polarise l'année de M1 sur le bachotage
- l'année de M2 sera éprouvante pour les étudiants qui devront cumuler réussite au concours et au master et rend difficile leur réorientation en cas d'échec.

Le Sgen-CFDT dénonce ces modalités de recrutement qui aboutiront à la fois à mettre les nouveaux enseignants dans des situations très difficiles humainement et professionnellement, et à la fois à placer devant les élèves des prodiges du savoir alors que tout montre qu'aujourd'hui le rôle des enseignants, particulièrement dans le 1<sup>er</sup> degré, est bien plus complexe. Les années de recherche et d'expérience engrangées par les personnels formateurs des IUFM sont balayées par des décisions qui aboutiront aux effets inverses des effets annoncés.

Dans ce contexte régressif, qui ignore la formation professionnelle par alternance au profit d'une formation sur le tas, au mieux par compagnonnage, le Sgen-CFDT demande à ce que soient examinées très précisément les modalités des affectations de ces nouveaux lauréats de concours. Il est nécessaire de faire le maximum pour ne pas ajouter aux difficultés déjà mentionnées, les difficultés habituelles des postes difficiles ou isolés, sans pour autant bloquer le mouvement des personnels déjà titulaires.